

<https://www.ujfp.org/spip.php?article6572>

The logo for UJFP (Union des Juifs Français pour la Paix) is displayed in a stylized, pixelated red font.

Israël : les militants dénoncent l'interception d'un bateau anti-blocus

- Campagne "Un bateau pour Gaza" - Campagne 2018 - Flottille de la Liberté -



Publication date: vendredi 3 août 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Hala Kodmani à €” 3 août 2018.

La marine israélienne a arraisonné le 29 juillet le navire « Al-Awda », principale embarcation d'une « flottille de la liberté » battant pavillon norvégien dans les eaux internationales, qui visait à alerter sur la situation des 1,8 million d'habitants de l'enclave palestinienne.



Des navires de la marine israélienne en manoeuvre, le 29 juillet dans le port militaire d'Ashdod. Photo Jack Guez. AFP

Relâchée après quatre jours de détention dans une prison en Israël, la Française Sarah Katz, 68 ans, est arrivée jeudi matin à l'aéroport de Roissy par un vol en provenance de Tel-Aviv. La militante avait été arrêtée avec les 21 autres passagers du bateau *Al-Awda* (« le retour ») qui se dirigeait vers Gaza. La marine israélienne avait arraisonné dimanche la principale embarcation de la « *flottille de la liberté* » battant pavillon norvégien. L'interception des trois bateaux partis de Palerme, en Sicile, le 19 juillet, a eu lieu dans les eaux internationales, selon les militants à l'initiative de cette opération, originaires de 15 pays différents.

Attirer l'attention

« Cette attaque illégale et violente contre un bateau pacifique transportant du matériel médical s'est produite à 50 miles marins des côtes israéliennes », dénonce Pierre Stambul, le compagnon de Sarah Katz dans la vie comme dans le militantisme. Adhérent de l'Union juive française pour la paix (UJFP), l'une des ONG associées à la « *flottille*

de la liberté », le couple de retraités est mobilisé « pour la Palestine, parce que juifs et non bien que juifs, au nom de notre mémoire », fait valoir ce fils d'une famille de déportés.

A défaut de pouvoir briser le blocus de la bande de Gaza par Israël et par l'Égypte depuis dix ans, l'objectif des militants était de le dénoncer en attirant l'attention internationale sur la situation des 1,8 million d'habitants de l'enclave palestinienne. Ce n'est pas la première fois qu'une flottille fait une telle tentative. Entre 2008 et 2016, des militants internationaux ont envoyé 31 navires vers Gaza, chaque fois interceptés par la marine israélienne avant d'atteindre leur destination.

Attitude politique

L'illégalité de l'intervention israélienne dans les eaux internationales ne suscite pas la même protestation partout. Mardi, le gouvernement norvégien a exhorté Israël à lui procurer les raisons juridiques de son action, y compris sur les circonstances de cet arraisonnement. « *Israël a violé toutes les règles. C'est terrifiant qu'ils arraisonnent un navire norvégien dans les eaux internationales et lui imposent de s'amarrer en Israël* », a dénoncé le capitaine du bateau Herman Reksten dans la nuit de mercredi à jeudi à son retour en Norvège, après avoir passé trois jours dans une prison israélienne. Dans le même temps, le ministère norvégien a indiqué dans un communiqué que ses diplomates en Israël avaient fourni une assistance consulaire à cinq Norvégiens qui faisaient partie des 22 passagers et membres d'équipage à bord de l'Al-Awda.

En France, « *l'attitude du gouvernement a été exécrationnelle* », juge Pierre Stambul, qui se plaint de l'absence de réponses à ses sollicitations auprès de la cellule de crise au Quai d'Orsay. Les autorités consulaires françaises en Israël ont pourtant bien rendu visite à Sarah Katz en prison et organisé son rapatriement.

Mais les militants de l'UJFP, soutenus par le PCF et la CGT, dénoncent l'attitude politique du gouvernement. Mercredi, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, la députée communiste Elsa Faucillon a interpellé la ministre aux Affaires européennes, Nathalie Loiseau, au sujet de la flottille.

Cette dernière a surtout rappelé la position générale de la France, demandant la levée du blocus de Gaza et une solution politique à deux États entre Israël et les Palestiniens.

Hala Kodmani